



**mouvement
écologique**

Après les récentes déclarations sur le nucléaire du ministre d'État Luc Frieden : Que représente ce gouvernement ?

Luc Frieden a brisé hier un tabou en devenant le premier Premier ministre à assouplir la position ferme du Luxembourg contre l'énergie nucléaire, qui fait l'objet d'un consensus social depuis Remerschen et Cattenom. Le Luxembourg peut être fier de s'être engagé depuis les années 80 dans une politique antinucléaire conséquente et dans la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Et ce également au niveau européen.

Le fait que le ministre de l'Environnement Serge Wilmes – qui n'était pas au courant des déclarations de Luc Frieden à ce moment-là – ait formellement confirmé la position du gouvernement contre l'énergie nucléaire lors du congrès du Mouvement Écologique d'hier est explosif. Même après avoir été interrogé, il a clairement affirmé que ce gouvernement ne changerait pas de cap.

Le dossier du nucléaire n'est donc pas seulement explosif sur le plan de la politique énergétique, il concerne aussi le mode de fonctionnement de ce gouvernement. Est-ce que Luc Frieden dicte toute la stratégie du gouvernement ? Car la « volte face » de Luc Frieden n'a guère été discutée au niveau du Conseil d'Etat, du moins apparemment pas en présence du ministre de l'Environnement. Quelle est par ailleurs la position d'un parti démocratique qui, dans le gouvernement précédent, voulait même porter plainte contre des décisions européennes pro-nucléaires. Que dit le ministre de l'Énergie à ce sujet ?

Et à quel point il est contradictoire de la part du Premier ministre de s'écarter du non systématique au nucléaire tout en s'opposant aux centrales nucléaires dans la Grande Région ?!

Le Mouvement Écologique s'attend à ce que la politique anti-nucléaire du Luxembourg soit maintenue sans équivoque et compte sur le profil de la voix de l'environnement au sein de ce gouvernement.

Luxembourg, le 22 mars 2024

L'énergie nucléaire n'a aucune chance en tant que technologie du futur

Le nucléaire est la technologie la plus chère par excellence, le coût d'une nouvelle centrale nucléaire peut s'élever à plus de 20 milliards d'euros, de l'argent qui manque donc pour le développement des énergies renouvelables ; le problème du stockage des déchets n'est pas résolu, etc. EDF, le fournisseur d'électricité français, a une dette de plus de 70 milliards d'euros.

Les nouvelles centrales nucléaires ne résolvent pas non plus le problème du CO2 : dans le meilleur des cas, elles seraient achevées en 15 ans (durée minimale de construction), c'est-à-dire en 2035-2038. Mais c'est justement dans les 15 prochaines années qu'il faut réduire le CO2 de manière conséquente et d'ici là, les énergies renouvelables doivent être développées depuis longtemps.

Investir des fonds supplémentaires dans la recherche sur l'énergie nucléaire est un gaspillage d'argent : depuis les années 50, on peaufine cette "nouvelle génération de réacteurs" sans succès tangible, sans résultat probant ! Et ce d'autant plus que les alternatives sous forme d'énergies renouvelables ou d'augmentation de l'efficacité sont connues et ont fait leurs preuves, y compris sur le plan économique.

Traduit par deepl – version gratuite